



COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT
(Comité ministériel conjoint
des
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds
sur le
Transfert de ressources réelles aux pays en développement)



Quatre-vingt-dix-neuvième réunion
Washington – 13 avril 2019

DC/S/2019-0010(F)
13 avril 2019

Déclaration Ecrite de

S.E.M. Alamine Ousmane Mey
Ministre De L'Économie, de la Planification et de
L'Aménagement

Cameroun

Au nom des Pays Africains du Groupe II

Déclaration Ecrite de
S.E.M. Alamine Ousmane Mey
Ministre de L'Économie, de la Planification et de
L'Aménagement

Cameroun

Au Nom des Pays Africains du Groupe II

99^e réunion du Comité du développement

13 avril 2019
Washington, D.C.

La présente déclaration, écrite au nom des pays du groupe II, porte sur les deux sujets à l'ordre du jour du Comité du développement, à savoir : (1) la Prise en compte systématique de l'approche relative aux technologies de rupture et porteuses de transformation au sein du Groupe de la Banque mondiale ; et (2) le Point sur la mise en œuvre de la stratégie *Vision d'avenir* du Groupe de la Banque mondiale et du programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD et d'IFC.

Prise en compte systématique de l'approche relative aux technologies de rupture et porteuses de transformation au sein du Groupe de la Banque mondiale

Nous félicitons le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) pour la pertinence du choix de ce thème sur la prise en compte systématique de l'approche relative aux technologies de rupture au sein du GBM. Ce choix nous apparaît judicieux compte-tenu de l'effet structurant que peut entraîner l'émergence des technologies de rupture sur nos économies, permettant ainsi d'accélérer considérablement les progrès vers les Objectifs de développement durable (ODD).

Nous saluons l'engagement du GBM dans la promotion des technologies de rupture ainsi que de leur prise en compte systématique dans les opérations du GBM selon l'approche dite « Build-Boost-Broker » (construire-stimuler-négocier). Nous apportons notre soutien aux cinq priorités institutionnelles qui permettront d'aider efficacement nos pays à s'adapter et à bénéficier du rythme rapide des mutations technologiques.

Nous tenons particulièrement à remercier le GBM pour le lancement de l'initiative *Digital Moonshot for Africa*. Cette initiative devrait permettre à chaque africain d'avoir accès au numérique, et à chaque entreprise et gouvernement africain d'être numérisé d'ici 2030. Dans ce cadre, nous nous réjouissons que le GBM entende mener une action concertée avec l'Union africaine pour une mise en œuvre effective. Nous exhortons l'institution à explorer la possibilité de collaborer sur ce dossier avec d'autres Banques Multilatérales de Développement et de mettre à profit tous les partenariats, y compris ceux qui s'inscrivent dans le cadre de la collaboration sud-sud. Nous encourageons IFC et MIGA à accompagner ces efforts et à dégager des lignes de responsabilité claires dans la prise en compte systématique et opérationnelle de cet agenda.

Nous requérons qu'une attention particulière soit accordée à la dimension du genre lors de la mise en œuvre de l'agenda sur les technologies de rupture au sein du GBM. En particulier, nous estimons qu'il est important de mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès des femmes aux professions du numérique. Nous

encourageons le GBM à saisir l'opportunité de la reconstitution en cours de l'IDA 19, de l'initiative We-fi et de la stratégie du GBM en matière de genre, pour soutenir l'accès des femmes à l'éducation, à la formation, à l'emploi et au capital dans le domaine du numérique.

Nous nous réjouissons des opportunités que l'application de l'agenda sur les technologies de rupture pourrait offrir dans nos pays si les risques associés à la perte d'emploi, à l'exclusion, et à la perte de confidentialité des données sont bien maîtrisés. C'est pourquoi, nous appelons la Banque mondiale à prendre toutes les dispositions nécessaires pour permettre à nos pays de tirer parti de cette initiative, à travers le développement du capital humain et la création d'un environnement réglementaire approprié.

Enfin, nous invitons le GBM à élaborer un plan d'action pour aider à mettre en place les fondements d'une économie numérique dans chaque pays, et de nous permettre de mesurer de près la contribution de cette initiative à la création d'emplois, à la transformation économique, et à la mobilisation des ressources nationales.

Point sur la mise en œuvre de la stratégie *Vision d'avenir* du Groupe de la Banque mondiale et du programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD et d'IFC

Nous remercions les services et la Haute direction du Groupe de la Banque Mondiale (GBM) pour ce rapport d'étape qui nous informe sur la mise en œuvre des actions liées à la *Vision d'avenir* du GBM pour 2030 et au programme d'augmentation et de réforme du capital de la BIRD et d'IFC.

Nous saluons les progrès accomplis vers une Banque plus grande et plus forte, mieux adaptée et mieux outillée pour répondre aux besoins de ses clients. A travers ce rapport d'étape, nous pouvons constater l'engagement du GBM à poursuivre des actions concertées afin d'aider l'ensemble de nos pays, dans leur diversité, à faire face aux enjeux économiques mondiaux et à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable. Nous nous réjouissons de la priorité accordée aux pays IDA et de l'attention particulière portée aux petits pays et ceux affectés par les conflits et la violence. Nous restons confiants que le renforcement à terme des capacités financières de la BIRD et d'IFC, accompagnée d'une reconstitution que nous espérons historique de l'IDA19, permettra d'assurer la réalisation rapide de résultats en matière de développement dans nos pays.

Nous félicitons la Banque mondiale pour les avancées notables dans la mise en œuvre des actions de l'IDA18. Nous attendons toutefois de la Banque qu'elle intensifie ses efforts autour de la thématique de l'IDA « Emplois et transformation économique ». A ce titre, nous sollicitons l'élaboration d'une stratégie du GBM pour l'Emploi et la Transformation économique et la mise en place d'un mécanisme institutionnel clair pour soutenir sa mise en œuvre. Nous estimons que l'institutionnalisation de cet agenda permettra d'en assurer la continuité et de renforcer son intégration à travers les opérations du GBM, en vue d'opérer une véritable transformation économique dans nos pays et de favoriser la création d'emplois, en particulier chez les femmes et chez les jeunes.

Nous réaffirmons l'importance du capital humain dans la réalisation de nos objectifs de développement et saluons les avancées considérables dans l'opérationnalisation du Projet de développement du capital humain. Nous constatons malheureusement que les indicateurs du développement humain dans nos pays sont pour la plupart largement en deçà du seuil requis pour permettre à nos populations de survivre et de prospérer dans un monde en mutation rapide. A cet égard, nous accueillons favorablement les appuis apportés à nos pays en matière de développement du capital humain à travers le financement de programmes sociaux tels que l'éducation, la santé et les filets de sécurité sociale. Nous encourageons la Banque mondiale à continuer de nous accompagner pour développer les compétences de nos populations en réponse à celles demandées par le marché du travail, et aider nos économies à s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales.

Nous saluons le travail que la Banque mondiale continue d'accomplir pour appuyer nos pays dans la mobilisation de leurs ressources internes, y compris la lutte contre les flux financiers illicites. Les efforts visant à mobiliser davantage de ressources nationales revêtent une importance particulière pour nos pays ; ces efforts peuvent toutefois être freinés si une partie importante de ces ressources s'évade sous forme de flux financiers illicites. Nous encourageons donc la Banque à accélérer ce travail indispensable au développement.

Nous apprécions les progrès réalisés par la banque mondiale en matière d'appui aux programmes régionaux. Nous estimons qu'une approche régionale à nos problématiques de développement est essentielle compte-tenu de la taille relativement modeste des économies africaines. Nous appelons le GBM à mieux soutenir la transformation de l'Afrique au niveau régional. A cet égard, nous invitons la Banque à tirer parti de la dynamique politique créée par le lancement de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA).

Nous félicitons IFC pour sa mise en œuvre effective du programme de Maximisation de la finance pour le développement (MFD) à travers l'approche dite *Cascade*, pour porter à l'échelle les solutions du secteur privé en vue de créer des marchés. Nous réaffirmons l'importance d'IFC dans la quête de solutions durables pour le développement de nos économies. Nous invitons IFC, dans le cadre de sa stratégie IFC 3.0, à mobiliser davantage de financements pour les investissements du secteur privé dans les pays IDA et fragiles, conformément à son ambition d'augmenter la part de ses engagements annuels dans ces pays de 40% d'ici 2030. Nous appelons IFC à s'intéresser davantage au développement des secteurs privés nationaux dans nos pays et à adapter ses interventions aux spécificités de chaque pays, surtout dans le cas des petits pays insulaires.

Enfin, nous encourageons la BIRD et IFC à continuer de renforcer leurs mécanismes de suivi et d'évaluation sur les progrès réalisés par rapport aux ambitions de la *Vision d'avenir* du GBM et au renforcement de leurs capacités financières.